

Une vague de xénophobie anti-migrants déferle sur le Chili

Image not found or type unknown

Santiago du Chili, 28 septembre (RHC) La question de la migration est revenue aujourd'hui sur le devant de la scène au Chili après la violence contre les sans-papiers dans le pays, où divers secteurs tiennent le gouvernement de Sebastián Piñera pour responsable de la mauvaise gestion de la crise.

Le week-end dernier, la police des carabiniers ont expulsé un groupe de migrants de la place du Brésil, dans la ville d'Iquique, au nord du pays, et une marche s'est ensuite déroulée, qui a abouti à l'incendie de tentes, de matelas, de poussettes et d'autres objets leur appartenant.

'Nous sommes face à une honte nationale qui a effectivement causé un préjudice international', a déclaré aujourd'hui à Radio Coopérative le directeur de l'Institut national des droits de l'homme, Sergio Micco.

L'entité a condamné les mesures d'expulsion qui ne sont pas conformes aux normes internationales et les actes de xénophobie contre les étrangers à Iquique, en majorité vénézuéliens et haïtiens.

'Nous sommes ici face à une crise humanitaire prévisible', a-t-il dit.

Des groupes sociaux, des dirigeants politiques chiliens et des organismes internationaux comme l'Organisation des Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont condamné les agressions contre les migrants dans ce pays.

Pour le candidat à la présidence par le bloc de gauche J'approuve Dignité, Gabriel Boric, le président Piñera a commis une irresponsabilité quand en 2019 il est allé à Cúcuta, en Colombie et il a invité les migrants vénézuéliens à venir au Chili, puis il ne les a pas pris en charge et abandonné les migrants et les communautés à leur sort.

'La migration est un phénomène qui n'est pas nouveau et qui ne finira pas', a déclaré Boric, qui a plaidé pour un accord au niveau régional, comme c'est le cas sur d'autres continents, afin de parvenir à une mobilité équilibrée des personnes et d'établir des quotas par pays.

Le candidat présidentiel Marco Enriquez-Ominami, du Parti progressiste, a déploré ce qu'il a qualifié de 'profonde incompetence du gouvernement' et l'a exhorté à donner des signes clairs de sérénité et de politiques responsables.

Enriquez-Ominami a appelé les Chiliens à ne pas tomber dans le piège de la désinformation. 'Il n'est pas vrai que la plupart des crimes soient commis principalement par des migrants, il n'est pas vrai qu'ils causent un préjudice économique au pays', a-t-il ajouté.

Une autre candidate au Palais de la Monnaie, Yasna Provoste, du Nouveau Pacte social, a accusé l'administration actuelle d'avoir refusé les offres du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'installer un centre d'accueil pour les sans-papiers, sans frais pour l'État.

Devant l'absence de politiques publiques du gouvernement, la présidente du Sénat, Ximena Rincón, a cité le ministre de l'Intérieur, Rodrigo Delgado, et le ministre des Affaires étrangères, Andrés Allmand, à une session spéciale pour discuter de la création d'une commission intersectorielle pour la résolution de la crise.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/271862-une-vague-de-xenophobie-anti-migrants-deferle-sur-le-chili>



Radio Habana Cuba